

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2015 B 04365

Numéro SIREN : 811 857 200

Nom ou dénomination : R&B

Ce dépôt a été enregistré le 02/07/2022 sous le numéro de dépôt 21400



61, rue Henri Regnault
92075 PARIS LA DEFENSE CEDEX

R&B

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

R&B

Société en nom collectif au capital de 40 000€

RCS : 811 857 200 R.C.S NANTERRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de la société R&B,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société R&B relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délai de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Mazars

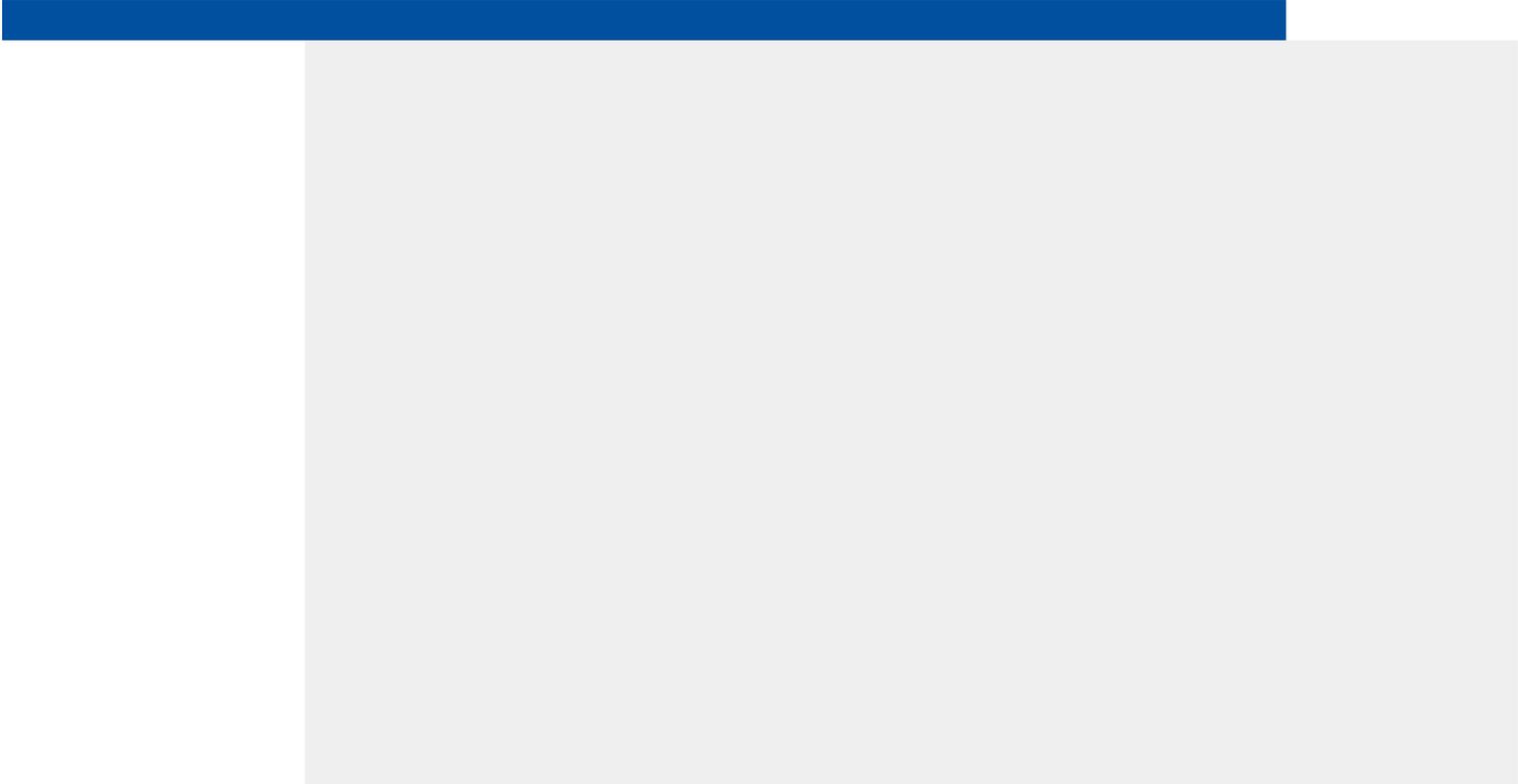
Paris La Défense, le 2 Juin 2022

Romain MAUDRY

SOCIETE R&B

**4-10 Rue André Malraux
Immeuble Octant
92300 LEVALLOIS-PERRET**

Comptes au 31/12/2021



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	50 000	30 135	19 865	24 865
Autres immobilisations incorporelles	16 000	4 841	11 159	
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	348 150	254 409	93 741	136 158
Autres immobilisations corporelles	1 433 967	893 369	540 598	618 583
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	640		640	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	126 892		126 892	126 349
ACTIF IMMOBILISE	1 975 649	1 182 754	792 896	905 956
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	19 371		19 371	
Avances et acomptes versés sur commandes	765 955		765 955	682 368
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	33 380		33 380	
Autres créances	367 836		367 836	352 516
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	25 548		25 548	10 714
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	21 133		21 133	19 009
ACTIF CIRCULANT	1 233 223		1 233 223	1 064 606
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	3 208 873	1 182 754	2 026 119	1 970 562

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 40 000)	40 000	40 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-519 760	-788 298
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	-479 760	-748 298
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	37 355	59 961
Provisions pour charges	4 097	12 775
PROVISIONS	41 452	72 736
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 947	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 071 989	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 201 593	1 125 827
Dettes fiscales et sociales	184 898	118 827
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		1 401 471
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	2 464 428	2 646 124
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	2 026 119	1 970 562

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises	2 510 954		2 510 954	614 514
Production vendue de biens				
Production vendue de services		15 851	15 851	
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 510 954	15 851	2 526 805	614 514
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			18 337	49 454
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			64 961	33 745
Autres produits			534	2
PRODUITS D'EXPLOITATION			2 610 637	697 715
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			629 990	112 654
Variation de stock (marchandises)			-7 334	21 587
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			502	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 072 218	480 235
Impôts, taxes et versements assimilés			60 549	78 002
Salaires et traitements			607 491	286 005
Charges sociales			89 058	25 500
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			184 201	180 324
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			8 666	8 620
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				12 037
Dotations aux provisions			4 783	61 158
Autres charges			466 666	203 173
CHARGES D'EXPLOITATION			3 116 789	1 469 295
RESULTAT D'EXPLOITATION			-506 152	-771 581
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			-51	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			-51	
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			13 557	16 717
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			13 557	16 717
RESULTAT FINANCIER			-13 608	-16 717
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-519 760	-788 298

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	2 610 586	697 715
TOTAL DES CHARGES	3 130 346	1 486 013
BENEFICE OU PERTE	-519 760	-788 298

Annexes

PREAMBULE

Les comptes de l'exercice clos le 31/12/2021 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions édictées par règlement de l'ANC (2018-07). Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ✓ continuité d'exploitation ;
- ✓ permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ✓ indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont constituées d'un droit d'entrée versé à Burger King pour un montant de 50 000 €, droit d'entrée amorti sur 10 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont amorties en mode linéaire sauf le matériel informatique amorti en mode dégressif, sur la durée estimée de leur utilisation :

- Installations techniques, matériels et outillages 10 ans
- Autres immobilisations corporelles 5 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Il s'agit du dépôt de garantie versé au concédant Retail & Connexions pour un montant de 126 892.15€.

DETTES FINANCIERES

Les dettes financières sont relatives à :

- un emprunt à court terme, emprunt réalisé auprès de Lagardère Travel Retail France pour un montant initial de 1 400 000€, s'élève à 1 071 000€ au 31/12/2021.

STOCKS

Les stocks de marchandises sont valorisés au PAMP. La valeur des stocks au 31/12/2021 est de 19 371.35€. Aucune dépréciation n'a été constatée.

CREANCES & DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISION RETRAITE

La provision pour indemnités de départ à la retraite est calculée selon la méthode prospective.

Les principales hypothèses retenues sont :

- * Taux d'actualisation = 1,05 %
- * Age de départ à la retraite = 67 ans
- * Table de mortalité retenue = INSEE TH.TF 2013-2015

Cette provision est calculée conformément à la recommandation de l'ANC 2013-02 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Le montant de la provision est de 4 097 € au 31/12/2021.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires des Commissaires aux Comptes est de 6 360 € HT.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan correspondent au minima garanti sur les contrats de redevance avec Retail & Connexion et représentent 2 484 K€ au 31/12/2021.

CHANGEMENT DE METHODE D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

FAITS MARQUANTS

Le restaurant Burger King a ré ouvert ses portes en mars 2021 afin de proposer uniquement de la vente à emporter. La salle de restauration a été ré ouverte en juin 2021. Le pass sanitaire a été appliqué sur tout le 4^{ème} trimestre 2021.

EVENEMENT POST CLOTURE

Néant.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 000		16 000
Dont composants			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	347 236		914
Installations générales, agenc., aménag.	1 147 993		7 840
Matériel de bureau, informatique, mobilier	224 264		53 870
Avances et acomptes			640
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 719 494		63 263
Prêts et autres immobilisations financières	126 349		544
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	126 349		544
TOTAL GENERAL	1 895 843		79 807

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			66 000	
Installations techn., matériel et outillages ind.			348 150	
Installations générales, agencements divers			1 155 833	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			278 134	
Avances et acomptes			640	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			1 782 757	
Prêts et autres immobilisations financières			126 892	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			126 892	
TOTAL GENERAL			1 975 649	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	25 135	9 841		34 976
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 135	9 841		34 976
Installations techniques, matériel et outillage industriels	168 549	34 664		203 213
Installations générales, agenc. et aménag. divers	560 481	115 455		675 937
Matériel de bureau et informatique, mobilier	193 193	24 240		217 432
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	922 223	174 359		1 096 582
TOTAL GENERAL	947 358	184 201		1 131 558

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Construct.							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions pour pensions, obligations similaires	12 775		8 678	4 097
Autres provisions pour risques et charges	59 961	4 783	27 389	37 355
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	72 736	4 783	36 067	41 452
Dépréciations immobilisations corporelles	42 529	8 666		51 196
Dépréciations stocks et en cours	12 037		12 037	
DEPRECIATIONS	54 566	8 666	12 037	51 196
TOTAL GENERAL	127 302	13 449	48 104	92 647
Dotations et reprises d'exploitation		13 449	48 104	

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	126 892		126 892
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	33 380	33 380	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	6 423	6 423	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 716	2 716	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	202 037	202 037	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	60 905	60 905	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	95 756	95 756	
Charges constatées d'avance	21 133	21 133	
TOTAL GENERAL	549 241	422 349	126 892
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	5 947	5 947		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 071 989	1 071 989		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 201 593	1 201 593		
Personnel et comptes rattachés	77 926	77 926		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	36 947	36 947		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	5 142	5 142		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	64 883	64 883		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	2 464 428	2 464 428		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes	25 171	
DETTES		
Emprunts et dettes financières divers	1 071 989	
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810100	FOURNISSEURS FNP FRAIS GÉNÉRAUX	109 340,74	229 549,84	-120 209,10
40810200	FOURNISSEURS FNP M/ISES	35 230,81		35 230,81
40810400	FOURNISSEURS PROV REDEVANCES	525 971,77	129 785,40	396 186,37
40810600	FOURNISSEURS FNP CONCEDANTS COMPLT	209 522,30		209 522,30
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		880 065,62	359 335,24	520 730,38
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42829800	DETTES PROV CONGES PAYES PDV	71 926,37	60 488,64	11 437,73
42860100	PERSONNEL AUTRES CH. A PAYER	5 999,97	8 250,00	-2 250,03
43829800	CHARGE SOC. CONGES PAYES PDV	12 004,94	2 596,96	9 407,98
43860100	ORGANISMES SOCIAUX CH. A PAYER	2 699,99	5 265,00	-2 565,01
44860100	ETAT CHARGES A PAYER	48 297,04	9 966,00	38 331,04
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		140 928,31	86 566,60	54 361,71
TOTAL CHARGES A PAYER		1 020 993,93	445 901,84	575 092,09

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48610200	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	21 133,07	19 009,21	2 123,86
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		21 133,07	19 009,21	2 123,86

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
40980000	FOURNISSEURS DEBITEURS	3 284,70	3 386,80	-102,10
44870100	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	60 904,69	49 454,04	11 450,65
46870200	PRODUITS À RECEVOIR TIERS	16 807,73	16 807,73	
TOTAL		80 997,12	69 648,57	11 348,55
TOTAL		80 997,12	69 648,57	11 348,55
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
40980000	FOURNISSEURS DEBITEURS	3 284,70	3 386,80	-102,10
44870100	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	60 904,69	49 454,04	11 450,65
46870200	PRODUITS À RECEVOIR TIERS	16 807,73	16 807,73	
TOTAL AUTRES CREANCES		80 997,12	69 648,57	11 348,55
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		80 997,12	69 648,57	11 348,55

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires				
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales	4 000			10
Certificats d'investissements				

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Contrat de redevance SNCF	2 484 029					2 484 029
TOTAL	2 484 029					2 484 029

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		-748 298
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		-748 298
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		788 298
	SOLDE	788 298
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		40 000

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Situation et mouvements				
	Provisions au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions		Provisions à la fin de l'exercice
			Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés repris au cours de l'ex.	
Risques généraux	30 000	4 782		16 927	17 855
Litiges sociaux	29 961		10 462		19 499
Retraite	12 775			8 678	4 097
TOTAL	72 736	4 782	10 462	25 605	41 451

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	%
Ventes de marchandises	2 526 805		2 526 805	614 514	311,19 %
TOTAL	2 526 805		2 526 805	614 514	311,19 %

Liste par nature des frais accessoires d'achats

Comptes d'achats	Total du compte	dont frais accessoires
Achats de marchandises	783 072	6 268
TOTAL	783 072	6 268

Charges et produits sur exercices antérieurs

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
--------------------	---------	----------------------

--	--	--

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
---------------------	---------	----------------------

--	--	--

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Avantage repas personnel	16 857	791430
TOTAL	16 857	

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
Lagardère, 4 avenue André Malraux 92300 Levallois-Perret	SA	860 913 045	100,00 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Effectif au 31/12/2021	34	
TOTAL	34	

REINTEGRATIONS		BENEFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés de sociétés soumises à l'impôt sur le revenu		Amort. Excédent. (art. 39-4 CGI) et autres amort. non déductibles	
Avantages personnels non déductibles (sauf amortissements)		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	
Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art.39-4 du CGI		Dont part des loyers dispensée de réintégration (art 239 sexies D)	
Fraction des loyers à réintégrer (crédit bail immobilier et levée d'option)		Charges à payer liées à des états non coopératifs	13 449
Provisions et charges à payer non déductibles	13 449	Ch. F. art 39.1.3 & 212 t	
Amendes et pénalités			
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI			
Impôt sur les sociétés			
Quote-part			
Bénéfices réalisés par Sté de person. ou un GIE		Résultat art.209B	
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 15 % ou 19 % (ou 12,8 % : pour l'I.R.)			
Moins-values nettes à long terme relevant du taux de 0 %			
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs		- plus-values nettes à court terme	
		- plus-values soumises au régime des fusions	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC			
Réintégrations diverses		Zones entreprises	
Intérêts excédentaires			
Quote part PV à taux 0			
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel au tonnage			
TOTAL REINTEGRATIONS			13 449
DEDUCTIONS		PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE	
Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un GIE			519 760
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées et réintégrées dans les résultats			36 066
		- imposées au taux de 15 % (ou 12,8 % : entreprises soumises à l'I.R.)	
Plus-values nettes à long terme		- imposées au taux de 0 %	
		- imposées au taux de 19 %	
		- imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures	
		- imputées sur les déficits antérieurs	
Autres plus-values imposées au taux de 19 %			
Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée			
Régime stés mères et filiales : produit net actions, parts d'intérêts quote-part à déduire			
Produits de participation inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99%			
Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-Mer			
Majoration d'amortissements			
Abattement sur bénéfice et exonérations		Entreprises nouvelles	
Reprise d'entreprises en difficultés		Restruct. Défense	
Jeunes entreprises innovantes		Bassin emploi à redyn.	
Sociétés investissements immobilier côtées		Zone franche d'activités	
Zone franche urbaine- TE		Bass. urbain à dynam.	
Zone de développement prioritaire		Revitalisation rurale	
Ecarts de valeurs liquidatives sur OPC			
Déductions diverses		Créance dérogée par le report en arrière du déficit	
Dont déduction exceptionnelle article 39		Déd. except.article 39 A	
Dont déduction exceptionnelle article 39 B		Déd. except.article 39 C	
Dont déduction exceptionnelle article 39 D		Déd. except.article 39 E	
Dont déduction exceptionnelle article 39 F		Déd. except.article 39 G	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage			
TOTAL DEDUCTIONS			555 827
RESULTAT		BENEFICE	DEFICIT
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables			542 378
Déficit de l'exercice reporté en arrière			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice			
RESULTAT FISCAL			542 378

R&B

Société en en Nom Collectif au capital de 40.000 euros
Siège social : **4-10, avenue André Malraux, Immeuble Octant, - 92300 Levallois-Perret**
811 857 200 RCS Nanterre

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 20 JUIN 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 20 juin à 15 heures 30, l'assemblée générale ordinaire des associés de la société en nom collectif R&B, composée de deux membres et dont le capital, d'un montant de 40 000 €, est divisé en 4 000 parts sociales de 10 € chacune, s'est tenue au siège social, sur convocation faite par la gérance suivant courrier électronique, adressé le 3 juin 2022 à chaque associé ainsi qu'au commissaire aux comptes.

Sont présents :

- **La société LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE**, dont le siège social est situé à Levallois-Perret (92300), 4-10, avenue André Malraux, Immeuble Octant, représentée par son gérant,
Monsieur Vincent ROMET, propriétaire de.....**3 999 parts**

- **La SOCIETE DE RESTAURATION EN LIEUX DE TRANSPORT**, société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 50 000 euros dont le siège social est situé 4-10, avenue André Malraux - Immeuble Octant - 92300 Levallois-Perret, représentée par son Président,
Matthieu MERCIER, propriétaire de.....**1 part**

- **Monsieur Matthieu MERCIER**, gérant de la société

- **Madame Marine SUHARD** qui assure les fonctions de secrétaire de l'assemblée.

L'assemblée générale, réunissant plus de la moitié des parts sociales ayant droit de vote, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le secrétaire de l'assemblée dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les comptes annuels de l'exercice écoulé ;
- Le rapport du commissaire aux comptes ;
- Le texte des résolutions qui sont soumises au vote de l'assemblée.

Il indique que le rapport du commissaire aux comptes, les comptes annuels et le texte des résolutions proposées ont été adressés aux associés plus de quinze jours avant la date de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- affectation du résultat social ;
- pouvoirs pour les formalités.

Le secrétaire de l'assemblée présente les comptes annuels ainsi que le rapport du commissaire aux comptes.

Ces présentations terminées, il est passé à l'adoption des résolutions suivantes :

PREMIERE DECISION - Approbation des comptes sociaux

L'assemblée générale, statuant à titre ordinaire, après avoir pris connaissance :

- ✓ des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2021,
- ✓ du rapport du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission de vérification et de contrôle,

approuve ces comptes tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par une perte de 519 760.41 euros.

En conséquence, elle approuve tous les actes accomplis par le gérant, tels qu'ils résultent desdits rapports et comptes, et lui donne quitus entier et sans réserve pour sa gestion durant l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME DECISION - Affectation du résultat

L'assemblée générale, statuant à titre ordinaire, décide d'affecter la perte de l'exercice en totalité au débit des comptes courants des associés proportionnellement à leur participation dans le capital, soit 519 630,47 € pour la société LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE et 129,94 € pour la SOCIETE DE RESTAURATION EN LIEUX DE TRANSPORT.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME DECISION - Pouvoirs en vue des formalités

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes, ainsi qu'à la société « LEXTENSO » dont le siège social est situé à La Grande Arche – Paroi nord - 1, Parvis de la Défense – 92044 Paris La Défense (RCS Nanterre 552 119 455) aux fins de procéder et ce, y compris par voie dématérialisée avec signature électronique, aux formalités de dépôt et de publicité qui s'imposent, notamment au Registre du Commerce et des Sociétés du ressort du siège social de la société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 15 heures 50.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les associés, le gérant et le secrétaire.

DocuSigned by:

86EDB79D7F6848D...

LAGARDERE TRAVEL RETAIL FRANCE
Représentée par Monsieur Vincent ROMET

DocuSigned by:

38C1B5E8DDB74C9...

La **SOCIETE DE RESTAURATION EN LIEUX DE TRANSPORT**
Représentée par Monsieur Matthieu MERCIER

DocuSigned by:

1763C7DF373748A...

Le secrétaire
Madame Marine SUHARD